

Pour s'arranger avec Trump, faut-il dégainer l'atout Albert Rösti?

Droits de douane à 39% Le voyage de Guy Parmelin à Washington n'a pas débouché sur un deal. À Berne, on appelle le Conseil fédéral à sortir du protocole et à se montrer plus créatif.

Florent Quiquerez

Une rencontre «constructive». Rien d'autre. Alors que le voyage surprise de Guy Parmelin à Washington faisait miroiter la possibilité de conclure un deal avec les USA, il s'est soldé par un message du ministre de l'Économie sur le réseau X dans la nuit de vendredi à samedi. Malgré une nouvelle offre suisse, les négociations semblent s'enliser. Et le fait que la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, soit hors jeu depuis son coup de fil catastrophique à Donald Trump n'arrange rien.

Dans cette situation, où on ne voit guère comment Berne pourrait se sortir des taxes douanières à 39%, certains avancent l'idée de lancer Albert Rösti dans la course.

C'est notamment le cas de Fabien Fivaz (Les Verts/NE). Mais dans l'esprit du sénateur, le ministre de l'Énergie n'est pas tant l'homme providentiel qui peut sauver la Suisse que celui qui devrait régler une situation qu'il a appelée de ses vœux. «Albert Rösti s'était affiché pro-Trump lors de l'élection américaine. Politiquement, il est sur la même ligne que lui sur plusieurs sujets. Et comme il a étudié à Rochester, aux États-Unis, il parle parfaitement l'anglais et connaît le pays de l'intérieur.»

«Il faudrait oser sortir du cadre institutionnel»

Le Neuchâtelois a tout à fait conscience que sa proposition se heurterait à plusieurs mesures protocolaires – Albert Rösti n'est ni président, ni vice-président, ni même ministre chargé du dossier. Mais il insiste: «Face à quelqu'un d'aussi irrationnel que Trump, il faut oser sortir du cadre institutionnel un peu rigide de la Suisse.» Et de lancer en forme de provocation: «Albert Rösti vient d'un parti qui massacre nos relations avec l'UE et demande de regarder davantage vers les États-Unis. Il est tout désigné pour assumer cette mission.»

Loufoque, cette idée? Interpellée, Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE) rappelle elle aussi que plusieurs personnalités UDC ap-



En affichant sa préférence pour Trump durant la campagne présidentielle américaine, Albert Rösti avait suscité la polémique.



En affichant sa préférence pour Trump durant la campagne présidentielle américaine, Albert Rösti avait suscité la polémique.

«Albert Rösti a plusieurs cordes à son arc pour réussir à créer ce contact privilégié. La Suisse n'a rien à perdre à jouer cette carte.»

Nicolas Kolly
Conseiller national (UDC/FR)

plaudissaient le retour de Donald Trump. Puis elle commente l'option «Rösti». «Je n'accable pas Karin Keller-Sutter pour son coup de téléphone, où elle aurait donné l'impression de faire la donneuse de leçon. Mais Donald Trump est tellement dans une logique machiste qu'il aurait réagi peut-être différemment face à un homme blanc qui lui aurait dit exactement la même chose.»

Elle précise cependant: «Que ce soit Albert Rösti ou n'importe qui d'autre qui négocie, l'important, c'est ce qu'on va proposer. Et vouloir investir dans le fossile américain ou refuser de taxer les géants de la tech, comme on a pu l'entendre, ce serait inacceptable. Nous ferions mieux de nous rapprocher de l'UE en votant le paquet d'accords plutôt que de nous écraser face aux USA.»

Proposer Albert Rösti pour ré-soudre le bourbier des droits de

douane américains, voilà qui rappelle l'idée revancharde du PLR de proposer Blocher comme secrétaire d'État pour négocier avec Bruxelles après le «oui» à l'initiative «Contre l'immigration de masse» en 2014. Et au sein de ce parti, l'option «Rösti» est perçue comme «intéressante». «Cela échapperait à toute logique protocolaire, mais c'est précisément ce qui en ferait une piste à examiner, glisse une source PLR. Les institutions seront-elles suffisamment flexibles pour lui laisser une place? Et si oui, ses collègues du Conseil fédéral accepteront-ils de la lui donner? C'est peut-être là que se situe le défi.»

Loin des critiques contre son parti, Nicolas Kolly (UDC/FR) saisit la balle au bond pour faire d'Albert Rösti l'un des meilleurs atouts du Conseil fédéral aujourd'hui. «Nous devons nous adapter à notre interlocuteur.

On sait que pour Donald Trump, les relations personnelles sont importantes. Il suffit de penser au premier ministre finlandais. Tous deux se sont liés d'amitié en jouant au golf. Désormais, il est sa référence en Europe. Albert Rösti a plusieurs cordes à son arc pour réussir à créer ce contact privilégié. La Suisse n'a rien à perdre à jouer cette carte.»

Et le Fribourgeois de regretter que le Conseil fédéral soit jusqu'ici resté dans un carcan institutionnel.

«Il faut s'assurer qu'on parle d'une même voix»

À Berne, toutes les réactions ne sont pas aussi enthousiastes. Pour la conseillère aux États Isabelle Chassot (Le Centre/FR), on peut réfléchir aux atouts que tel ou tel ministre aurait face à Donald Trump, mais ce n'est pas vraiment là l'urgence de la situa-

tion. «Avant toute chose, il faut s'assurer que les équipes qui négocient parlent d'une même voix. Bien plus que de savoir qui serait le mieux à même de prendre contact avec Donald Trump pour ensuite signer un accord, c'est la cohésion du Conseil fédéral et de son administration sur ce dossier qui doit nous préoccuper actuellement.»

Le gouvernement peine en effet à donner l'image d'un collège soudé sur cette question des droits de douane et le fiasco des 39%. Que ce soit le Département des finances de Karin Keller-Sutter ou le Secrétariat d'État à l'économie, dirigé par Hélène Budliger, que chapeaute Guy Parmelin, chacun s'empresse de remettre la faute sur l'autre, avant de chercher à tirer la couverture à soi. Une guéguerre interne qui éclabousse même Ignazio Cassis, ministre des Affaires étrangères, à qui on reproche de ne pas s'être impliqué davantage.

«Cette question ne se pose tout simplement pas»

Interpellé sur l'envie d'Albert Rösti de s'engager personnellement dans ces négociations, son service de communication répond que «cette question ne se pose tout simplement pas». Le mandat est clair: l'objet est du ressort de la présidence de la Confédération et du Département de l'économie, pas du Detec (Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication).

À noter que si Albert Rösti ne devait pas y aller, et pour autant que le Conseil fédéral accepte de sortir de ses œillères protocolaires, un autre homme ferait un bon candidat: Martin Pfister. Le ministre de la Défense a aussi étudié aux États-Unis, à l'Université Stanford. Le Centriste n'a certes jamais appelé à voter Trump. Mais il aurait – avec l'explosion de la facture des avions de combat F-35 – de quoi discuter avec le président américain. D'autant que la nouvelle offre suisse proposerait d'acheter encore plus d'armement américain.